



Contribution à la consultation des corps intermédiaires de la société calédonienne du 25 janvier 2021 au 25 mars 2021 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Au-delà du Je-u (AD2J)

Contribution publiée le 27/01/2021



Réponses de l'organisation au questionnaire mis à disposition sur la plateforme participative notreavenir-nc.fr.

Présentation de l'organisation et de son objet

Au-Delà du Je-u (AD2J) est une association de type loi 1901. Elle promeut et utilise les méthodes et outils d'intelligence collective, notamment à grande échelle.

Selon vous, que signifie « être français » aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie ?

- C'est se reconnaître dans tout au partie de ce qui fonde la société française. Néanmoins, en tant qu'habitant de la Nouvelle-Calédonie depuis 50 ans, mes valeurs se sont différenciées de celle d'un français métropolitain.
- Aujourd'hui, j'ai une identité propre, une vision du monde qui n'est ni française, ni océanienne.

Selon vous, que signifie l'indépendance ? Et que signifie la souveraineté ?

Indépendance	Souveraineté
<ul style="list-style-type: none">• C'est la capacité de décider en toute autonomie et en toute responsabilité. Chose possible.• C'est un état qui prétend à la vie en autarcie. Chose impossible.	<ul style="list-style-type: none">• C'est la capacité de décider en toute autonomie et en toute responsabilité. Chose possible.

Selon vous, quel(s) lien(s) la Nouvelle-Calédonie doit-elle entretenir avec la France ?

Un lien d'égal à égal, ce qui n'est pas le cas actuellement. La France doit solliciter une coutume de pardon pour expurger le passé et reconnaître que la Nouvelle-Calédonie peut adopter un modèle de société différent du sien.

Selon vous, à quel(s) grand(s) défis la Nouvelle-Calédonie est-elle confrontée ? Et comment doit-elle y répondre ?

- La Nouvelle-Calédonie doit forger elle-même son projet de société grâce à la force de sa société civile. Elle doit mettre en place une convention citoyenne constituante
- Une consultation citoyenne telle que réalisée actuellement n'est pas suffisante.

Quels sont vos espoirs et préoccupations vis-à-vis de l'avenir calédonien ?

Espoirs	Préoccupations
<ul style="list-style-type: none">• Je souhaite que la société civile soit réellement impliquée dans la co-construction de notre projet de société	<ul style="list-style-type: none">• Je crains que notre les partenaires aux accords de Nouméa s'enferment dans une logique dogmatique, partisane et belliqueuse

Souhaitez-vous formuler une proposition en lien avec l'un des trois thèmes évoqués par le Président de la République* et listés ci-dessous :

- **Défi climatique**
- **Développement économique**
- **Axe indopacifique**

**[Discours prononcé par le Président de la République le 5 octobre 2020 à l'issue de la seconde consultation pour l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie.](#)*

Réponse en annexe

Annexe

Ci-dessous, document partagé en complément de la réponse à la question « Souhaitez-vous formuler une proposition en lien avec l'un des trois thèmes évoqués par le Président de la République ? »

Si j'étais un élu...

Quelle perspective offrons-nous à notre population aujourd'hui ? La promesse d'une victoire d'un camp sur l'autre ? Et après ?

Le résultat opposera encore une fois deux parties équivalentes de notre population alors que sa grande majorité est viscéralement attachée au pays.

Notre population n'a pas besoin d'un avenir dans ou hors de la France, elle a juste besoin d'un avenir.

De référendum en référendum, ce besoin grandit sans que nous soyons capables d'y répondre. Nous nous joignons à un contexte mondial difficile pour être les artisans d'un désespoir grandissant dont certains s'extraient aujourd'hui en s'immergeant dans la colère, voire dans la haine et la violence.

Je veux croire que personne ne souhaite poursuivre sur ce chemin. Je veux croire que nous voulons tous être reconnus comme des artisans de paix et les promoteurs d'un **projet de société partagé**.

C'est réalisable en sortant des sentiers battus !

Nous devons **redonner la parole à la société civile** pour qu'elle se réconcilie et s'implique avec nous dans la construction d'un projet de société posant les principes fondamentaux qui doivent régir :

- l'utilisation de notre environnement naturel
- l'état de santé des citoyens
- le travail
- l'échange de biens et de services
- la représentation des citoyens dans nos institutions publiques (exécutif, législatif, justice, recherche, enseignement)
- la structure et le fonctionnement de l'organe exécutif
- la structure et le fonctionnement de l'organe législatif
- la structure et le fonctionnement de la justice
- la structure et le fonctionnement de la recherche
- la structure et le fonctionnement de l'enseignement
- la qualité de citoyen de Nouvelle-Calédonie
- les liens et les échanges de la Nouvelle-Calédonie avec le reste du monde et particulièrement avec la France

Ce projet de la société civile devra être analysé, potentiellement amendé et validé par les 3 partenaires aux accords de Nouméa. Il devra ensuite être **soumis à notre population**, lors du troisième référendum.

Pour permettre à la société civile d'intervenir, nous devons mettre en place un **dispositif participatif**, à l'instar de ceux qui sont utilisés de plus en plus fréquemment dans le monde depuis une vingtaine d'années : la convention citoyenne pour le climat en Métropole, l'assemblée citoyenne pour la modification constitutionnelle relative à l'avortement en Irlande... etc

En Nouvelle-Calédonie, ces dispositifs ont été expérimentés **mais de manière incomplète** : le comité de gestion du parc naturel de la mer de corail, les ateliers participatifs de la politique de l'eau partagée, les espaces d'échanges citoyens au Mont Dore et à Kouaoua... etc

En effet, pour être crédible, légitime et efficace, un dispositif participatif doit s'adapter aux réalités socioculturelles du pays et suivre les recommandations internationales :

- le dispositif participatif doit bénéficier d'un mandat établi par les institutions en langage courant et neutre. Les participants s'expriment sur ce qu'ils pensent, ce qu'ils souhaitent, partagent leurs idées et leurs opinions. **Les participants échangent dans un cadre ouvert qui peut accueillir tous les points de vues,**
- les participants doivent être tirés au sort parmi la population du pays. Le tirage au sort doit être réalisé par des experts de la statistique et ses modalités doivent être publiques. **Le tirage au sort permet d'obtenir une représentation exacte de la population du pays.**
- les participants doivent suivre un processus d'apprentissage et leurs échanges doivent être facilités. Toutes les informations utiles ou souhaitées doivent être mises à disposition des participants de manière publique. Grâce à des professionnels de la facilitation et de l'animation, chacun peut s'exprimer et écouter avec empathie. **Les travaux avancent sereinement et rapidement. La connaissance et la reconnaissance mutuelle se renforcent. Les oppositions s'amenuisent et le consensus se construit.**
- les institutions doivent s'engager à répondre aux propositions des participants dans un délai fixé. Cette réponse doit être publique et les suites données aux propositions doivent être justifiées. Les mises en application des propositions doivent être évaluées régulièrement. **La garantie d'une suite donnée aux travaux des participants les engage à s'impliquer dans le dispositif participatif,**
- l'organisation et l'animation des dispositifs participatifs doivent être confiées à un organisme indépendant **pour qu'ils ne soient pas entachés d'une influence partisane.** En Nouvelle-Calédonie, le CESE pourrait remplir cet office en s'appuyant sur l'expertise locale, nationale et internationale et en appelant des financements nationaux et internationaux grâce au caractère novateur et exemplaire de ce processus. Coût moyen du dispositif envisagé : 220 000 000 frs CFP.

Au-delà de leurs propositions, les dispositifs participatifs **produisent des effets systémiques** :

- des liens se tissent entre les élus, les citoyens et les services publics. La confiance réciproque se développe,
- la responsabilité et la solidarité de tous les habitants du pays face aux enjeux sociétaux se construisent,
- l'engagement des citoyens encourage une participation active à la réalisation des actions.